

Les conflits environnementaux face à la prédation libérale

Les deux articles suivants parus dans Le Monde du 9 juin 2015, convergent pour traiter cette question.

Article 1. Le durcissement des conflits environnementaux, par Ph. Subra, professeur à l'université de Paris 8

Des épisodes violents sont survenus, à Notre - Dame - des - Landes, en 2012 et 2014. À Sivens (Tarn), Rémi Fraisse est mort, en octobre 2014. La contestation des grands projets d'aménagement se radicalise, autour de militants aux compétences d'organisation certaines. Les jeunes "zadistes" dialoguent avec les autres catégories sociales d'opposants : population et élus locaux, agriculteurs, naturalistes. La cohésion des opposants se renforce, car ils font agir leurs complémentarités : autour de la "zone à défendre" (ZAD), face aux forces de l'ordre, où s'inventent des actions nouvelles, les uns parlementent avec le préfet, font des recours en justice, les autres font l'inventaire des richesses naturelles du lieu...

Les ZAD vont-elles se multiplier ?

Le fait que le pouvoir se détourne de la défense de l'environnement, malgré l'affichage des lois Grenelle, en 2007, joue en ce sens. Sa politique effective est en sens inverse des attentes du public : reculade sur l'écotaxe à l'automne 2014, sabotage de la circulation alternée à Paris, perspective de la fermeture du réacteur nucléaire de Fessenheim toujours invisible, libéralisation du transport par autocars complétant la fermeture de dessertes ferroviaires, facilitation de la prise de décision de grands projets et "sécurisation de l'investissement économique" (loi Macron) ... cela fait beaucoup.

Conclusion de l'auteur : une partie de la société française, surtout chez les jeunes, est tentée par une sécession sociale et culturelle : adopter un mode de vie alternatif à la société de plus en plus libérale qui se met en place.

Article 2. Un "schisme de réalité", par Stéphane Foucart (foucart@lemonde.fr)

Cet article traite de la contradiction profonde qui sépare les intentions progressistes et lénifiantes proclamées par l'Europe et les conférences internationales sur le climat, d'une part, et le monde réel où règnent l'économie prédatrice, la concurrence dérégulée et mondialisée, le chômage et les nationalismes, d'autre part. Les négociations climatiques semblent l'ignorer totalement, ainsi que le fait que les énergies fossiles reçoivent 5000 milliards de \$ de subventions par an, selon le FMI lui-même.

Cette situation est qualifiée de "schisme de réalité" : deux "réalités" disjointes semblent coexister, dans une période de crise profonde.

L'article précédent nous montre l'existence de la même contradiction à propos des projets d'aménagement du territoire. Les médias, les lois Grenelle, les aménageurs et les entreprises eux-mêmes rivalisent d'intentions de protection des milieux et de la biodiversité, alors que dans la réalité, les forces libérales les dévastent.

L'auteur (S. Foucart) se réfère au roman "1984", de George Orwell : un pouvoir totalitaire étouffe la logique la plus élémentaire et impose l'acceptation de faits contradictoires.

Notre conclusion : ces politiques motivent une saine colère populaire contre le pouvoir et les entreprises du capitalisme prédateur qu'il soutient.